

Faire bloc!

Le franc fort impose de grands défis à notre économie d'exportation et constitue une menace pour le marché suisse de l'emploi: c'est le moment de se serrer les coudes pour défendre nos intérêts communs!

Par Thomas Daum



Photo: Rob Lewis

Thomas Daum est directeur de l'Union patronale suisse.

La hausse spectaculaire du franc qui entraîne notre devise vers la parité avec l'euro a effrayé même les optimistes les plus endurcis. Elle a fini par provoquer un remarquable changement de climat sur la scène politique. Les mêmes qui, il y a peu encore, affaiblissaient la Banque nationale en lui reprochant de dilapider la fortune nationale attendent d'elle à présent qu'elle utilise tous les instruments monétaires pour combattre la criante surévaluation de notre monnaie. On peut certes vitupérer ces volte-face ou y voir cyniquement une manifestation typique de marketing électoral: l'essentiel est que le directoire de la BNS peut à présent porter le fer sur le marché des devises en jouissant d'un large soutien politique.

Contraction de marges

Même si les interventions de la Banque nationale semblent produire leurs premiers effets, on est encore loin du retour à la sérénité. L'économie d'exportation (tourisme compris), reste soumise à des conditions de change qui rendent ses prix sensiblement moins attrayants que ceux de la concurrence internationale. Seul un petit nombre d'entreprises ont suffisamment de puissance pour compenser durablement par leurs gains l'effet de la surévaluation du franc. La plupart sont exposées au contraire à une dure concurrence et même leurs clients fidèles se mettent à chercher ailleurs quand le surcoût induit par les cours de change devient trop im-

portant. De plus, parce que de nombreuses entreprises doivent renouveler les contrats en cours à des conditions plus avantageuses pour la clientèle dans la situation actuelle, l'impact négatif de la force du franc pèse toujours davantage sur l'économie d'exportation. Ne nous laissons donc pas abuser par les chiffres à l'exportation de ces derniers mois. Ils indiquent très mal le manque à gagner (contractions de marge) des sociétés exportatrices et ne disent rien des considérables défis que la force du franc va imposer bientôt à notre économie d'exportation.

Optimiser les coûts

Les entreprises doivent réagir très vite à ces défis. Elles ont déjà pris de nombreuses mesures pour contrer les effets de la revalorisation du franc, mais la multiplication des achats dans la zone euro ou l'espace dollar (qui met d'ailleurs sous pression les fournisseurs domestiques), les dépenses de couverture de risques de change et la chasse aux économies ne parviennent pas toujours à remédier aux pertes de compétitivité pour raison monétaire. Avant d'en arriver au démantèlement ou à la délocalisation d'emplois, il faut étudier toutes les possibilités d'optimiser les charges de personnel. En font partie au premier chef l'allongement de la durée du travail à salaire égal, pour autant qu'il y ait un surcroît correspondant de la demande. Si tel n'est pas le cas, il faut alors envisager des baisses de salaires, étant entendu qu'un tel sacrifice doit rester l'ultime recours et être consenti à l'issue d'un dialogue franc avec les travailleurs et leurs représentants. On attend donc des partenaires sociaux qu'ils fassent preuve d'esprit de corps. Lorsqu'il s'agit de l'avenir du marché du travail suisse, les diktats d'employeurs sont tout aussi irresponsables que les rigidités syndicales extrêmes. ■